

République du Bénin

Cour constitutionnelle



GREFFE

N° 045 / CC/GEC

**DEUXIEME CHAMBRE DE MISE EN ETAT
RÔLE DU MARDI 23 AVRIL 2024
A 10 HEURES**

**LIEU : Salle des audiences publiques de la Cour constitutionnelle
sise à Ganhi, avenue Gouverneur général PONTY à Cotonou**

N° D'ORDRE	N° DU RECOURS	REQUERANT	REQUIS	OBJET	OBSERVATIONS
01	1721/254/REC-23 du 12/09/2023	<ul style="list-style-type: none"> - Landry Angelo ADELALOUN - Romaric ZINSOU - Miguèle HOUETO - Fréjus ATTINDOGLO - Conaïde AKOUEDENOUDJE 	<ul style="list-style-type: none"> - Secrétaire général du Gouvernement Commissaire de Hèvié 	Recours pour violation des articles 8, 15 al. 1, 35 de la Constitution et 9.1 de la CADHP.	
02	1731/255/REC-23 du 13/09/2023	<ul style="list-style-type: none"> - Paterne C. T. YEKPE - Mouizz MAMADOU - Arafath F. O. ADEKAMBI Taibou M. ADAM 	<ul style="list-style-type: none"> - Commissaire d'Arrondissement de Hèvié - Directeur Général de la Police républicaine - Secrétaire général du Gouvernement 	Recours pour violation des articles 4, 8, 15 et 33 de la Constitution et 7 de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.	
03	2011/290/REC-23 du 30/10/23	Romuald Elysée GBAGUIDI	<ul style="list-style-type: none"> - Ministre de la Justice et de la Législation - Directeur général de l'Agence Pénitentiaire du Bénin 	Recours pour violation de l'article 35 de la Constitution.	



04	2012/291/REC-23 du 30/10/23	Romuald Elysée GBAGUIDI	<ul style="list-style-type: none"> - Ministre de la Justice et de la Législation - Directeur général de l'Agence Pénitentiaire du Bénin 	Recours pour violation de l'article 35 de la Constitution.	
05	2036/292/REC-23 du 03/11/23	Théodore G. AHOLOU YEYI Rept/ SYNATRA-IGN	Directeur général de l'Institut géographique National	Recours pour violation de la Constitution.	
06	2212/317/REC-23 du 06/12/23	Judicaël GLELE AKPOKPO	Chef du Matériel de la Mairie de Cotonou (Maître Alexandrine F. SAIZONOU-BEDIE)	Recours pour violation des articles 33, 34 et 35 de la Constitution.	
07	2260/325/REC-23 du 14/12/2023	Alimi Yao MAOUE KASSIMOU	Directeur général de l'ABeGIEF	Recours pour violation des articles 26, 34 et 36 de la Constitution.	
08	2261/326/REC-23 du 14/12/2023	Alimi Yao MAOUE KASSIMOU	Directeur général de l'ABeGIEF	Recours pour violation des articles 26, 34 et 36 de la Constitution.	



09	2376/004/REC-24 du 29/12/2023	<ul style="list-style-type: none"> - Noël N. DJOSSOU - Barthélémy YAKASSOU - Mahuklo MONTI 	<ul style="list-style-type: none"> - Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Publique - Préfet du département de l'Atlantique - Commissaire en charge du commissariat de Sèdjè-Dénou - Agent Judiciaire de l'Etat 	Recours pour non-exécution de la décision DCC 23-265 du 21 décembre 2023.	
10	0096/025/REC-24 du 17/01/2024	Prosper ALLAGBE	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère des Enseignements maternel et primaire - Ministère du Travail et de la Fonction Publique 	Recours pour traitement discriminatoire.	
11	0140/028/REC-24 du 24/01/2024	ROPSAB-DC rep/ Hubert Inox AGBOTOME	Maire de la Commune de Cotonou	Recours pour violation de la Constitution.	
12	0161/030/REC-24 du 25/01/2024	Delphin ZANNOUPLE	Président de la commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour détention arbitraire et violation des droits humains.	
13	0213/036/REC-24 du 31/01/2024	Alimi Yao MAOUDE KASSIMOU	Directeur général de l'ABeGIEF	Recours pour violation de la Constitution.	



14	0214/037/REC-24 du 31/01/2024	Alimi Yao MAOUE KASSIMOU	Directeur général de l'ABeGIEF	Recours pour traitement discriminatoire.	
15	0271/046/REC-24 du 08/02/2024	Alimi Yao MAOUE KASSIMOU	Directeur général de l'ABeGIEF	Recours pour traitement discriminatoire	
		Collectivités :			
16	0292/049/REC-24 du 12/02/24	- HOUEHOUNKLOUNON - GANSE - BODJRENOU-AGBA - AHOLOU-ADODE - AHOLOU-HOUFFON GNANGA - DOHOU-GADA Rep/ Eloi BONOU Gafarou DOHOU-GADA	- Gabriel ZINSOU - Dansou KOUDJO - Eda AWOUDE - Mouftao BOTON Rep/ Gabriel ZINSOU	Demande d'intervention de la Cour dans un conflit domanial.	
17	0326/059/REC-24 du 15/02/2024	Sébastien Sourou HOUENOU	Maire de la Commune d'Adjohoun	Recours pour abus d'autorité et pour violation du droit de propriété.	
18	0407/076/REC-24 du 27/02/24	Kotchikpa B. OBA	- Conseil Economique et Social - Ministre de la Justice et de la Législation	Recours pour violation de la Constitution et de la loi organique sur le Conseil Economique et Social.	



19	0449/082/REC-24 du 1 ^{er} /03/24	Alassane BIO TOUROU	Juge du 4 ^{ème} cabinet d'instruction du tribunal de première instance de 1 ^{ère} classe de Cotonou	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
20	0631/115/REC-24 du 19/03/2024	Akotègnon Valentin HOUNSOU	procureur de la République près le tribunal de première instance de première classe de Cotonou	<ul style="list-style-type: none"> - Recours pour non-exécution de la décision DCC 23-102 du 06-04-2023. - Demande de mise en liberté d'office. 	
21	0632/116/REC-24 du 19/03/2024	David AMOUSSOU	<ul style="list-style-type: none"> - procureur de la République près le tribunal de première instance de première classe de Cotonou - Juge du pôle des mineurs au tribunal de première instance de première classe de Cotonou 	<ul style="list-style-type: none"> - Recours pour non-exécution de la décision DCC 22-187 du 19-05-2022. - Demande de mise en liberté d'office. 	



22	0633/117/REC-24 du 19/03/2024	Mathieu Martin HOUNKPONOU	<ul style="list-style-type: none"> - procureur de la République près le tribunal de première instance de première classe de Cotonou - Juge du pôle des mineurs au tribunal de première instance de première classe de Cotonou 	<ul style="list-style-type: none"> - Recours pour non-exécution de la décision DCC 22-244 du 1^{er}-07-2022. - Demande de mise en liberté d'office. 	
NOUVELLES AFFAIRES					
23	0550/105/REC-24 du 13/03/2024	Oubédou-Laha MAYESSOUNA	Procureur Spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
24	0679/120/REC-24 du 25/03/24	Félix ADANGLA Moty	Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale	Recours pour violation des articles 19 et 26 de la Constitution.	

Le présent rôle annule et remplace celui portant le numéro 043/CC/GEC du 11 avril 2024

Cotonou, le 12 AVR 2024

Le Greffier en chef,



Sylvestre FARRA